



**PRÉFET  
DE L' AISNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Arrêté préfectoral n°IC/2023/086 portant rejet de la demande d'autorisation environnementale de la société SAS FERME EOLIENNE DES COCQS VERTS d'exploiter un parc éolien de 5 éoliennes sur le territoire de la commune de PRISCES

**LE PRÉFET DE L' AISNE,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment l'article L.511-1 ;

**VU** le code de l'énergie, en notamment l'article L.323-11 ;

**VU** le code de l'urbanisme, en notamment l'article L. 421-1 ;

**VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 20 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment son article 15 ;

**VU** le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** le décret du Président de la république en date du 26 mai 2021 nommant M. Thomas CAMPEAUX, Préfet de l'Aisne ;

**VU** l'arrêté du 15 février 2023 donnant délégation de signature, à M. Alain NGOUOTO, secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, sous-préfet de l'arrondissement de Laon, à M. Damien TOURNEMIRE, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne, à Mme Corinne MINOT, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Quentin, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne ;

**VU** la demande présentée en date du 24 janvier 2021 par la société SAS FERME EOLIENNE DES COCQS VERTS, dont le siège social est situé 233 rue du Faubourg Saint-Martin, 75010 PARIS, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant 5 aérogénérateurs et 2 postes de livraison sur la commune de PRISCES (02140) ;

**VU** les pièces du dossier jointes à la demande susvisée ;

**VU** le rapport du 9 janvier 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT ce qui suit:**

1. l'installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement et au regard de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
2. la demande d'autorisation environnementale concerne un projet de cinq aérogénérateurs et deux postes de livraison ;
3. conformément à l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 de ce code ;
4. que conformément aux dispositions de l'article L.181-8 du code de l'environnement, le pétitionnaire a fourni à l'appui de sa demande l'étude d'impact prévue par le III de l'article L.122-1 du même code ;
5. **en premier lieu**, 58 espèces ont été identifiées dont sept espèces nicheuses avec un statut défavorable (Milan royal, Busard saint martin, Busard cendré, Pipit farlouse, Alouette des champs, Linotte mélodieuse) dans la zone d'étude ;
6. le parc en projet vient augmenter un peu plus l'effet barrière que produit le parc éolien de Champ Madame, en instruction, proche du projet ;
7. ainsi la démarche éviter réduire compenser ne permet pas d'aboutir à des effets résiduels sans impact sur l'avifaune ;
8. **en deuxième lieu**, la justification du projet consistant à mentionner qu'il s'insère dans un pôle éolien ou la stratégie choisie par les schémas départementaux est la densification des projets existants n'est pas avérée ;
9. la protection des paysages et la conservation des sites et des monuments sont des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
10. cinq projets sur six situés en Basse Thiérache dans la zone tampon correspondant à l'enjeu églises fortifiées (périmètre de 2,5 km autour de chaque église fortifiée) font l'objet d'un arrêté de refus ;
11. il convient en conséquence de rejeter la demande conformément au 3° de l'article R.181-34 du code de l'environnement, car la localisation et l'implantation ne permettent pas d'autoriser le projet, tout en assurant la prévention des inconvénients pour la protection des paysages, la conservation des sites et des monuments ainsi que la protection de l'avifaune locale ;
12. dès lors, les conditions de délivrance de l'autorisation environnementale ne sont pas réunies.

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aisne,

**ARRÊTE**

## **ARTICLE 1 - REFUS DE LA DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**

La demande présentée par la société SAS FERME EOLIENNE DES COCQS VERTS, dont le siège social est situé 233 rue du Faubourg Saint-Martin, 75010 PARIS, visant à exploiter un parc éolien de 5 aérogénérateurs d'une puissance totale de 21 MW sur le territoire de la commune de PRISCES est rejetée.

## **ARTICLE 2**

En vue de l'information des tiers, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affichée en mairie de PRISCES pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de PRISCES fait connaître par procès-verbal adressé à la Préfecture de l'Aisne – DDT-Service Environnement – Unité ICPE – 50 bd de Lyon 02011 LAON cedex – l'accomplissement de cette formalité.

Une copie de l'arrêté sera également publiée sur le site Internet de la préfecture de l'Aisne pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 3**

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée à la Cour Administrative d'Appel de DOUAI, 59 rue de la Comédie, 59500 DOUAI, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

La Cour Administrative d'Appel peut être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 4**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, le sous-préfet de VERVINS, le directeur départemental des territoires de l'Aisne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et les inspecteurs de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant et au maire de PRISCES.

Fait à LAON, le

19 AVR 2023



Thomas CAMPEAUX